La ville à la pointe des changements ? Lagos entre opposition et diversion

Marc-Antoine de Montclos *

Dans les processus de transition démocratique que connaît l'Afrique subsaharienne depuis une dizaine d'années, les villes ont souvent été à l'avant-garde de la protestation face à des campagnes plus conservatrices. Ainsi les citadins du Mali ont plus directement participé à la chute de Moussa Traoré que les ruraux [Bertrand, 1992]. Les élections de 1999 au Nigeria, de 1997 au Kenya, de 1993 à Madagascar ou de 1992 au Ghana ont de leur côté révélé des fiefs urbains de l'opposition. Le dépouillement des votes étant d'ailleurs plus rapide dans les villes, on a parfois tablé prématurément sur des victoires de l'opposition que les résultats du monde rural allaient transformer en défaites. De là à croire que l'Afrique noire est condamnée à l'immobilisme parce que majoritairement rurale, il y a un pas que nous nous garderons bien de franchir. Le fait que les politiques d'ajustement structurel touchent moins les campagnes que les villes est par exemple pour beaucoup dans le réflexe légitimiste des paysans ghanéens en faveur du président Rawlings.

Notre propos n'est de toute façon pas d'étudier ici les résistances au changement du monde rural mais simplement d'analyser dans une perspective historique la spécificité des modes de mobilisation politique en ville, et ce en insistant sur le cas de Lagos au Nigeria. En effet, le cadre modernisateur de la ville met en avant l'émergence de nouveaux facteurs d'alignement qui échappent dans une certaine mesure aux allégeances traditionnelles. La ville marque le passage de la communauté *gemeinschaft* à la société *gesellschaft*, un peu à l'instar d'une révolution industrielle et urbaine qui, en Europe, s'est accompagnée d'une déliquescence des liens communautaires et d'une individualisation des rapports sociaux [Tönnies, 1944].

Le rôle de la ville

L'école durkheimienne oppose ainsi la solidarité mécanique des sociétés dites primitives, caractérisée par la menace de sanctions, à la solidarité organique des sociétés développées, qui impose la coopération [Allardt, 1971]. Pour ce qui est de la France par exemple, Tilly situe au milieu du XIXe siècle le basculement d'une solidarité communale à une solidarité plus autonome et nationale [1986 : 543, 551]. Les quatre siècles de son étude « se partagent en deux phases de lutte. Au cours

* Chargé de recherches (Ceped), Nairobi, Kenya.

de la première, nous voyons prendre corps la propriété capitaliste tandis que les gouvernants s'efforcent de trouver des ressources – surtout pour faire la guerre – et de calmer les appétits de leurs rivaux. Les principaux sujets de la contestation sont alors l'expropriation et l'établissement d'un contrôle gouvernemental et d'une domination capitaliste. Au cours de la seconde phase, dans le cadre de la propriété capitaliste et d'un État puissant, les thèmes principaux de l'action collective sont les luttes entre travail et capital, la compétition au sein des marchés, et les efforts de tous pour contrôler l'État et ses ressources. »

Pour ce qui est de l'Afrique urbaine au sud du Sahara, l'apparition plus tardive d'un État d'essence fragile freine cependant ce type d'évolution. Le clientélisme qui structure les sociétés citadines est un obstacle aux participations politiques ou syndicales qui reposeraient sur des liens horizontaux. Quand le patron est un intermédiaire indispensable et, mieux encore, suffisant, sa clientèle n'a pas besoin de coopérer avec d'autres groupes pour faire avancer ses revendications. Les antagonismes de classes, très personnalisés, développent peu d'hostilité envers les riches. Les conditions qui définissent une conscience de classe au sens marxiste et étroit du terme sont rarement réunies ensemble, à savoir une solidarité basée sur une identité et des problèmes communs, une perception conflictuelle de la lutte des classes, la conviction selon laquelle seuls des changements structurels peuvent améliorer le sort des pauvres et le besoin, pour cela, d'une action collective et révolutionnaire, c'est-à-dire violente et illégale [Nelson, 1979 : 205, 156]. À un moment où les syndicats avaient encore le vent en poupe, les employés du chemin de fer à Sekondi-Takoradi pendant la grève de 1961 se révélèrent ainsi plus populistes que militants et plus nationalistes que communistes [Jeffries, 1978, 1975 : 269-271].

Fondamentalement urbain, le modèle marxiste de la lutte des classes, écrit un historien, ne s'applique pas à l'Afrique parce que les contestations ne débouchent pas « sur une définition nouvelle des rapports sociaux et politiques. […] Chaque fois, la cible essentielle des "rébellions" ou des "révolutions" n'est pas un système ou un régime, mais un groupe humain, toute une partie de la population englobée dans une vindicte collective et héréditaire. [À cet égard], il est aussi hasardeux de vouloir distinguer des "violences révolutionnaires" et des "tueries sauvages" que de disserter sur l'opposition entre "régimes modérés" et "régimes révolutionnaires" en Afrique noire » [Chrétien, 1991 : 20-21].

D'un point de vue historique, les sociétés de l'Afrique traditionnelle paraissent même ne pas connaître de divisions de classes. Dans un discours de novembre 1979, Félix Houphouët-Boigny nie par exemple l'existence « de classes différenciées [ou] de bourgeois de naissance en Côte-d'Ivoire » tandis qu'à l'opposé de l'échiquier politique, un Nyerere ou un N'krumah justifient ainsi l'existence d'un socialisme à l'africaine [*Le Monde diplomatique*, novembre 1981]. L'impression générale des voyageurs, des explorateurs et des missionnaires européens au XIXe siècle est qu'il n'y a carrément pas de pauvres puisque tout le monde est pauvre ! En dépit de témoignages d'anthropologues sur l'ascétisme ou la mendicité, l'absence d'institutions caritatives dans les archives précoloniales explique en partie ce sentiment. Il faut attendre la colonisation et les débuts d'une politique d'assistance sociale pour démontrer le contraire [Iliffe, 1987 : 95].

Le traitement de la misère connaît en réalité de fortes variations d'une région à l'autre, privilégiant tantôt la cellule familiale, tantôt la religion, tantôt le pouvoir coutumier. En Afrique centrale par exemple, la stratification sociale est imposée par une autorité politique qui, plus que la famille, se charge d'approvisionner les pauvres. Au contraire de l'Afrique de l'Est où les Baganda dans le besoin n'ont rien à attendre de leur monarque et ne peuvent pas faire antichambre à sa cour, les rois kuba et les chefs bemba de l'actuel Zaïre disposent d'énormes greniers qui font la soudure en cas de pénurie, leur permettant d'assurer des fonctions d'État providence [Iliffe, 1987 : 48 *sq.*].

L'Afrique traditionnelle n'est ainsi pas une société sans classes. Il existe des aînés sociaux, les hommes ayant au moins une épouse ou, dans un sens plus restreint, les chefs des grandes familles, les notables et l'aristocratie ancienne. Les cadets viennent ensuite, avec les femmes, « qui représentent la catégorie sociale la plus exploitée et qui fournissent l'essentiel du surproduit », les futurs aînés, à savoir les jeunes, et les communautés asservies, telles que les esclaves [Bayart, 1992 : 53-54].

La distinction se fait surtout entre les puissants et les faibles. Dans la langue malinké des Mande au XIXe siècle, l'indigent *fangantan* est étymologiquement la forme négative de *fanga*, qui signifie « pouvoir » et « santé ». Chez les Wolof de l'actuel Sénégal, les roturiers sont les « sans-pouvoir » *baadoolo*. Les Paluo d'Ouganda, eux, ont des pauvres, les *baragana*, qui allaient au palais du roi vendre leurs services en échange d'un peu de nourriture. De leur côté, les Kuba du Zaïre exploitent des esclaves qui, s'ils sont généralement libérés après deux générations, peuvent aussi être sacrifiés lors de rites funéraires en l'honneur des nobles. L'attitude des misérables oscille entre le désir de s'identifier à la gloire des chefs et la révolte sporadique, par exemple lors d'un soulèvement contre l'impôt à Mpemba dans le royaume du Kongo en 1652 ou lors d'une rébellion des compagnies paramilitaires *asafo* du petit peuple fanti sur la côte du Ghana au XIXe siècle [Jeffries, 1975 : 268-269].

Les contacts avec les Européens, en introduisant des biens exotiques et de nouvelles sources de pouvoir, creusent ces clivages sociaux. Au XXe siècle apparaissent des « nouveaux pauvres » qui, contrairement aux anciens, n'ont pas de handicap physique mais manquent de terre ou de travail pour subvenir à leurs besoins. Chez les Acholi d'Ouganda, l'économie de marché accentue les différenciations entre les nobles *lokal* et la roture *lobong*. Au Kenya en pays kikuyu, les conflits entre l'aristocratie terrienne *mbari* et leurs métayers *ahoi*, dépossédées de leurs lopins par la colonisation, finissent par déclencher la rébellion Mau-Mau en 1952 [Kershaw, 1972 : ch. 4]. La spéculation foncière, peut-être plus que le manque de terres, attise les compétitions entre propriétaires et locataires, à telle enseigne que les chefs kikuyus de Kiambu tiennent un discours de classe dès les années vingt [Lonsdale, 1992 : 361-362].

La ville précipite ce processus. Il y a bien à Kinshasa dès les années cinquante une association des classes moyennes africaines et à Nairobi en 1970 des groupements de propriétaires et de commerçants qui se dressent par exemple contre la municipalité pour empêcher la destruction du quartier de Pumwani [Sandbrook, 1982 : 153]. L'urbanisation, pour être bref, intensifie les clivages sociaux, change le style de vie des riches et aggrave le différentiel des niveaux d'éducation avec la

campagne. La mécanisation de l'industrie après la Seconde Guerre mondiale, conjuguée à la pression démographique, introduit un chômage technique estimé entre 8 % et 15 % de la main-d'œuvre urbaine, adulte et masculine. Le taux est encore plus élevé dans les capitales : 18 % à Abidjan en 1955, 22 % à Lagos en 1964, 52 % durant la crise de septembre 1960 à Léopoldville [Iliffe, 1987 : 171]. La plupart des grandes villes sont des ports où la demande en main-d'œuvre est très versatile et concourt donc à alimenter un chômage technique.

À partir des années quatre-vingt, la crise économique cristallise d'autant plus les consciences de classes que les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale visent à mettre la main-d'œuvre au travail en l'intégrant à un processus d'accumulation. L'argot des villes transcrit ces oppositions à sa manière. À Abidjan, les petites gens *baragnini* appellent *grottos* les riches du Plateau [*Le Monde*, 24 octobre 1992 : 25]. À Nairobi, les pauvres (*wakini* en swahili) distinguent les classes moyennes (les employés *makarani*) des propriétaires et hommes d'affaires, les *matajiri* (les riches), les *wananojiweza* (ceux qui ont les moyens) ou les *mafutamingi* (ceux qui se sont engraissés). En Tanzanie, la distinction, reprise par le discours « socialiste » du pouvoir, est aussi truculente et parle de capitalistes « suceurs » *wanyonyaji* ou *wamirija*, du nom de la paille pour boire [Sandbrook, 1982 : 124].

La conscience de classe n'est d'ailleurs même pas indispensable pour entreprendre une action de classe. Les partis politiques qui subventionnent les associations de voisinage peuvent en fin de compte stimuler des organisations autour d'intérêts de classes. À long terme, il arrive que les mobilisations verticales renforcent des liens horizontaux. Les unions tribales en ville, par exemple, traduisent l'impatience des jeunes et des lettrés par rapport aux chefs traditionnels. Le comité Phillips, qui enquête sur le syndicat de l'African Workers Union au Kenya en 1945, n'a ainsi pas tort de craindre « l'apparition d'une conscience de classe compliquée par une conscience de race [1] ».

Les sociétés africaines d'aujourd'hui sont indéniablement structurées par des rapports d'exploitation et de subordination. Selon Mbembe, « l'exercice de la coercition en post colonie doit […] être pensé non seulement comme condition même de la domination politique, mais aussi comme partie intégrante des trajectoires de la mise au travail des dominés » [1990 : 20]. Prunier précise de son côté que « la logique de classe des nouvelles élites s'oppose à la logique de réseau des élites néopatrimoniales de l'immédiate postindépendance. On entre dans une classe (ou on en sort) alors que l'on naît dans une ethnie ou dans un lignage. [La rigidité inhérente à ces réseaux] s'apparente à celle des sociétés d'ordres de l'Ancien Régime en Europe » [1991 : 12].

Ethnie et classe : trois cas de figures

En ville, plusieurs cas de figures sont possibles. Dans le premier, les ethnies coïncident avec les lignes de classes. Il n'y a pas de choix d'alignement à faire puisque les clivages se recoupent et que les positions socioéconomiques du groupe

1 Committee of Inquiry into Labour Unrest at Mombassa, 1945 : 43, cité in Cooper [1987] : 73.

sont semblables [Nelson, 1979 : 247]. Il arrive en effet qu'une communauté entière se spécialise dans un métier. La ville coloniale donne de nombreux exemples de ce type, peut-être parce que les perceptions de groupes étaient plus figées qu'aujourd'hui du fait des politiques de ségrégation.

Ainsi à Accra, les Frafra étaient balayeurs de rues et les Zabrama ramassaient les bouteilles vides. Les Batoro de Kampala étaient surtout domestiques. À Mombasa, les Luo étaient dockers tandis que les autochtones mijikenda revendiquaient les emplois municipaux face à des migrants kikuyus mieux qualifiés, la stagnation des activités du port accroissant d'ailleurs les tensions ethniques [Stren, 1970 : 37 *sq.*]. À Nairobi, les Kamba dominaient le département des travaux publics et monopolisaient la confection des sandales en caoutchouc. Les Luo se retrouvaient plutôt dans l'artisanat et les Kikuyus de Nyeri dans le commerce du charbon de bois. Les barbiers venaient de Fort Hall, les balayeurs de rues étaient des Embu de Ndia. Les Chopi de Lourenço Marques ou les Lovale de Lusaka, eux, étaient éboueurs. Les pasteurs peuls de passage à Dakar vendaient du lait, griots et artisans se constituaient en associations… À Niamey, les migrants ruraux s'arrangeaient en castes où la division du travail correspondait à des catégories ethniques [Bernus, 1969].

Les modes de regroupement urbain ne sont d'ailleurs pas seuls à faciliter l'amalgame entre ethnie et classe. Le stéréotype de la minorité opprimée est exemplaire en ce qu'il correspond souvent au concept dit de l'*ethclass* [Gordon, 1964 : 51 *sq.;* Ross, 1972]. Il est vrai que l'exception existe. Les Tutsi du Rwanda ou les Blancs d'Afrique du Sud ne sont guère opprimés aujourd'hui. De surcroît, les minorités peuvent incorporer d'autres ethnies, être elles-mêmes absorbées ou opter pour une alliance sans fusion. Elles ne sont pas non plus exemptes de divisions internes sur la base de rivalités personnelles, de différenciations économiques ou d'antagonismes entre les traditionalistes et les modernistes…

Dans un deuxième cas de figure, les stratifications socioéconomiques s'effacent alors quand le groupe tout entier est menacé, quelle que soit la taille de celui-ci [Nelson, 1979 : 218]. D'après ce schéma, les plus démunis ne se dissocient pas du reste de la communauté et poursuivent des intérêts spécifiques sans pour autant rejoindre un modèle transethnique. Ils croient en effet qu'ils bénéficieront d'une plus grande part des ressources nationales si les postes clés de l'administration, du commerce, des affaires et de la propriété foncière sont tenus par leur élite ethnique, aussi corrompue soit-elle.

Dans un troisième cas de figure en revanche, les alignements de classes prévalent sur les loyautés ethniques. C'est exceptionnel car les soutiens aux mouvements progressistes s'effondrent, se diluent ou se concentrent sur un seul groupe dès que les rivalités interethniques reprennent de la vigueur. Le « socialisme africain » reste confiné à d'étroits cercles intellectuels. Les partis ou syndicats à vocation transethnique se limitent en général à des catégories professionnelles bien précises [Nelson, 1979 : 242-245]. En fait de conscience de classe et de revendication citoyenne, on observe à tout le mieux un certain sentiment « populaire » au sens restreint que lui donne le *Petit Robert*, savoir le « plus grand nombre, opposé aux classes supérieures, dirigeantes (sur le plan social), ou aux éléments les plus cultivés de la société ».

La plupart du temps, les antagonismes de classes cèdent donc le pas devant les affiliations ethniques, essentiellement parce que les solidarités communautaires redistribuent les ressources, unissant les élites et les analphabètes. Du coup, les mobilisations politiques sont souvent manipulées par le haut. Un soutien électoral est échangé contre une aide en nature, un emploi, une protection [Nelson, 1979 : 164-165, 215]. Un tel clientélisme repose sur la loyauté, l'affection, le respect, parfois la peur. Les citadins agissent sur instructions et ne sont pas conscients de la puissance de leur action, à la différence de leurs patrons.

L'émeute de la faim

La question se pose alors de savoir si le citadin africain est capable de mener à bien une manifestation d'opposition sans que celle-ci dégénère en émeute. Pour Skinner, un ancien ambassadeur américain en Haute-Volta, la foule de Ouagadougou qui renverse le gouvernement civil de Maurice Yaméogo sans provoquer de bain de sang est la première en Afrique à prouver la capacité d'action pacifique des masses urbaines [1974 : 436]. Mais celles-ci sont souvent débordées par une « nébuleuse » incontrôlée de « loubards », de « fauteurs de troubles » ou de « provocateurs » dont le rôle exact reste à préciser, en particulier quand on pense aux jeunes désœuvrés qui sont payés par la police pour faire de la casse pendant les manifestations de l'opposition [2].

Le décompte des dégâts permet difficilement d'évaluer le caractère politique de telles actions. Cela n'est d'ailleurs pas nouveau. La question se pose par exemple à Douala quand les troubles de la fin mai 1955 sont un peu vite mis sur le compte de l'UPC (Union des populations du Cameroun), le parti nationaliste rejeté dans la clandestinité [Joseph, 1977 : 239-331]. Après une augmentation des salaires et à l'approche d'une réunion de l'Assemblée territoriale, la violence a sans doute là des motivations politiques : les manifestants se rassemblent d'abord autour des commissariats pour demander la libération des prisonniers UPC tandis que le siège du parti interdit est attaqué et brûlé par la police. Mais la pègre vient ensuite profiter d'événements qui, après tout, s'étaient déjà produits sans l'UPC dix ans auparavant, en septembre 1945.

C'est la répression coloniale qui, en faisant l'unanimité contre elle, structure d'une certaine manière les manifestations de la période des indépendances. Les troubles de 1955 au Cameroun, qui ont fait vingt-six morts dont deux Européens et un policier, ne sont pas sans similarités avec ceux de Côte-d'Ivoire en 1949 et 1950, au terme desquels on a relevé cinquante-deux victimes. Mais autant en Côte-d'Ivoire le RDA (Rassemblement démocratique africain) est parvenu à empêcher ses adhérents de répondre aux provocations policières, autant au Cameroun l'UPC s'est révélée incapable de contrôler ses militants aguerris par leur expérience militaire pendant la Seconde Guerre mondiale. L'UPC s'est divisée en deux factions, l'une modérée, l'autre favorable à la violence. Les relations du président de l'UPC, Félix Moumié, avec le RDA de Houphouët-Boigny se sont

2 Cf. les confessions d'un « casseur », *Politique africaine*, 40, décembre 1990 : 101-2 ; Marx [1974].

d'ailleurs détériorées parce que les Ivoiriens cherchaient plutôt à collaborer avec les Français. Ajoutons qu'à Douala, de l'autre côté de la barricade, le nouveau gouverneur Roland Pré était considéré comme un extrémiste parce qu'il affichait sa volonté d'en terminer avec les « marxistes » [Zolberg, 1964 : 131 *sq.;* Gouellain, 1975 : 129, 335; Joseph, 1977 : 270-271].

Une fois l'indépendance acquise, les autoritarismes postcoloniaux ont à leur tour radicalisé les manifestations de rues vers un surcroît de violence. Au-delà des effets de la répression, les élites urbaines ont été incapables de canaliser les mécontentements populaires à travers des partis politiques. Ces derniers ne s'intéressent en effet pas beaucoup à un élargissement de leur base et se contentent de reposer sur des oligarchies tant que des élections au suffrage universel ne les obligent pas à rechercher le soutien des masses [Nelson, 1979 : 201]. Les partis uniques, en particulier, ne servent qu'à empêcher l'existence d'autres partis. Beaucoup ne sont que des coquilles vides dont la hiérarchie, la discipline interne, l'idéologie et le programme de gouvernement sont des plus fluides.

Bien entendu, cela ne signifie pas pour autant la disparition d'organisations qui, observe J.-F. Bayart, « n'ont certainement pas dit leur dernier mot, à en croire la fondation (ou la résurgence ?) du Morena au Gabon et la vitalité du système partisan au Nigeria » [1992 : 96]. Mais le dynamisme politique des villes d'Afrique subsaharienne se retrouve surtout dans la densité de leur tissu associatif. Au-delà des mutuelles corporatistes, qui recrutent en fonction du revenu, ou des fraternités ethniques, qui se structurent en fonction de l'origine rurale, surgissent là de nouvelles formes de solidarité proches du *lobbying* [Gibbal, 1974 : 257-278]. Les associations constituées sur une base *ad hoc* ont généralement trois principaux objectifs : se défendre contre les menaces extérieures; réguler les relations de voisinage; améliorer les services publics de la communauté.

De telles revendications, qui portent sur des points très précis, affectent certes peu les pratiques du pouvoir. Les associations de citadins n'ont pas beaucoup de membres à cause de l'étroitesse de leur dénominateur commun et de la difficulté à créer des réseaux de confiance en dehors des cercles familiaux. Les tontines, les sociétés de funérailles, les clubs de sports, les sectes religieuses et les groupes culturels ou éducatifs sont encore moins enclins à s'impliquer dans le jeu politique que les organisations professionnelles et les associations de voisinage, sans même parler des syndicats ou des unions tribales.

Il est tentant d'interpréter cela comme le reflet d'une société urbaine inachevée. Après tout, ce n'étaient pas des ouvriers qui descendaient dans la rue au XIXe siècle en Europe, ainsi que l'auraient souhaité les marxistes, mais des travailleurs précaires, des chômeurs, des misérables, des mendiants affamés, parfois des criminels [Stedman Jones, 1971 : 345]. La plèbe jouait le rôle des casseurs, de ce qu'on appellerait aujourd'hui la racaille, la canaille ou la chienlit. « Cette foule urbaine, nuance certes Hobsbawm, était constituée par la population citadine ordinaire et pauvre et non simplement par la "lie" du peuple » [1966 : 132].

Vite rejointes par les habitants des taudis, les manifestations de rues qui accompagnent les processus de transition démocratique en Afrique dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix connaissent en fait le même type de dérive vers la violence et le pillage. Lors des émeutes de février et mars 1988 dans les grands centres

urbains du Sénégal, le vandalisme touche aussi bien les symboles de l'État que les magasins ou les stations d'essence. À Dakar en particulier, les jeunes dénoncent un « coup d'État électoral » et réclament le changement, *sopi* en wolof. Les attaques se focalisent sur le président Abdou Diouf et les notables locaux de son parti socialiste. Les médias sont accusés d'être « vendus » au gouvernement et la nomenklatura d'être corrompue. En même temps, les manifestants protestent contre la « cherté de la vie » et les conditions d'études. Les carences des structures d'encadrement éducatives et sportives, conjuguées au contexte de crise provoqué par le processus électoral, favorisent la jonction entre l'opposition parlementaire du Parti démocratique sénégalais et la fraction déclassée de la jeunesse urbaine [Diop, 1990 : 338-339].

Comme autrefois le colonisateur avec les partis nationalistes et un sous-prolétariat urbain, l'État en Afrique est aujourd'hui doublement contesté. D'une part, de nouvelles élites remettent en cause une bourgeoisie bureaucratique au pouvoir depuis trente ans. D'autre part, les masses exclues des bénéfices de la modernité constituent de formidables réservoirs de violence. Des contestataires, il faut cependant discerner ceux qui rejettent l'État, par exemple en utilisant le répertoire religieux, de ceux au contraire dont les demandes renforcent l'institution du pouvoir en y faisant appel pour satisfaire des besoins particuliers. Favre distingue plus précisément « la manifestation initiatrice (qui vise à obtenir la reconnaissance d'une revendication jusqu'alors refoulée), la manifestation de crise et la manifestation routinière » [1990 : 33]. Dans la première catégorie se rangent par exemple les mouvements féministes ou homosexuels ; dans la deuxième, les instants historiques où le changement se produit, tels le 6 février 1934 ou le 30 mai 1968 en France ; dans la troisième, la commémoration du 1er Mai.

C'est visiblement dans la deuxième que se trouve l'émeute en Afrique quand elle réussit. Des manifestations de masses contre la hausse des prix alimentaires ont déstabilisé le True Whig Party à Monrovia en 1979, renversé le régime Nimeiry à Khartoum en 1985 et fait tomber le gouvernement congolais lors des Trois Glorieuses de Brazzaville en 1963 [Sesay, 1982 ; Boutet, n.d.]. Mais, du point de vue des idées, ces protestations urbaines ont été décevantes, en particulier chez les étudiants. Dans un contexte où, pour reprendre le mot de Mbembe, « les Africains n'ont jamais aussi mal mangé que depuis les indépendances », les enjeux alimentaires, les frustrations matérielles, les problèmes d'hébergement, la détérioration du niveau de l'enseignement et la perspective du chômage ont fait oublier les revendications politiques du temps de la décolonisation. « Il suffit ainsi que les gens aient à manger pour que naisse une culture de l'apolitisme » [1985 : 122, 126]. Cette passivité illustre parfaitement là le proverbe mis en exergue par Bayart : « La bouche qui mange ne parle pas » [1989]. Les campus se soulèvent en effet lorsque l'État ne verse plus les bourses d'études ou réduit les rations des cantines. Un problème de viande avariée peut alors dégénérer en un scénario à la Potemkine et avoir des répercussions au plus haut niveau.

À défaut d'une réelle structuration politique des revendications, le rôle particulier de la ville ressort plutôt de ce que la convergence des protestataires y est tout à fait logique. Les groupes de pression qui descendent dans la rue veulent donner de la voix dans un cadre monumental. Les manifestations en province, notamment, ne produisent pas le même effet que dans la capitale, elles n'ont pas le même écho.

« La force symbolique de l'espace parisien, explique par exemple Tartakowsky, permet à tout un chacun d'y inscrire et d'y mettre en scène un message perceptible à tous, quand la symbolique des villes de province, pour être aussi puissante, ne l'est qu'aux yeux de ceux-là seuls qui entretiennent avec elles un rapport personnel » [1990 : 177]. Le dépouillement des archives traitant des manifestations en France de 1918 à 1968 montre que la contestation, si elle n'a épargné aucun département, a touché de manière privilégiée la région parisienne et le Nord. À partir de 1924, la banlieue communiste « marche » sur Paris et nourrit le fantasme d'un encerclement par la périphérie « rouge ». Les événements de février 1934 renversent la situation. La violence se déplace ensuite vers la province et la manifestation se « nationalise » à l'échelle de la France entière. Après-guerre, l'interdiction de manifester redevient la règle absolue à Paris, tandis que la province jouit de plus de liberté et que la banlieue reprend sa spécificité, chacun démontrant en la matière une relative autonomie. Les « manifs » de Mai 1968 sont organisées en province parallèlement à celles de la capitale, et non en réponse à une insurrection parisienne comme en février 1934.

La ville africaine retient pareillement l'essentiel des contestations. En juin 1969, les grévistes des mines d'or du Ghana marchent sur les villes voisines en entonnant des chants de guerre *dagarti* et en s'affublant d'armes de chasse par-dessus leurs casques et leurs bottes, situation qui n'est pas sans évoquer celle des mineurs roumains partis à l'assaut de la capitale en 1990 [Crisp, 1979 : 287]. À Libreville, note F. Gaulme, « ce sont les manifestations populaires qui ont conduit à renoncer au début de 1990 au système de parti unique » [1991 : 60-61]. Le principal parti d'opposition né au moment de la Conférence nationale, le Parti gabonais du progrès, a ensuite tiré sa force du soulèvement de Port-Gentil en mai. Quand son secrétaire général, Joseph Rendjambe, a été retrouvé mort dans un hôtel de la capitale, les réactions cavalières du pouvoir et l'absence du président Bongo ont suscité l'explosion populaire. L'opposition a pris le contrôle de Port-Gentil, retenant en otage le consul de France et dix Européens avant que les troupes françaises interviennent, que les expatriés soient évacués et que la ville soit placée sous administration militaire [*Le Monde*, 26 mai 1990]…

Les villes sont généralement à la tête de l'opposition, et pas seulement les capitales. La base du Front populaire ivoirien, parti largement bété, est à Gagnoa. Dans le Nord du Cameroun, Garoua est le domaine de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès, qui s'est présentée aux législatives de mars 1992 contre le Rassemblement démocratique du peuple camerounais, l'ex-parti unique [*Le Monde*, 29 février 1992]. La principale ville du Sud-Ouest anglophone, quant à elle, est le fief de John Fru Ndi, le « petit libraire de Bamenda » à la tête du Social Democratic Front.

Dans les systèmes de partis uniques, c'est la baisse de la participation électorale qui signale la désaffectation des élites urbaines à l'égard du gouvernement. À Nairobi ou à Mombasa, cette baisse atteint des proportions bien plus importantes (de 20 % à 30 % entre les scrutins de 1979 et 1983) que dans les circonscriptions rurales [Bourmaud, 1988 : 280]. En Côte-d'Ivoire, la sensibilité politique d'Abidjan conduit du coup le parti gouvernemental à s'implanter sérieusement dans la plus grosse ville du pays alors qu'il était plutôt au départ un lobby de planteurs [Cohen, 1974].

En résumé, la vigueur politique de la ville tient à deux principaux facteurs. Il y a d'abord la fonction catalyseur de la fabrique urbaine dans l'émergence des élites les plus à mêmes d'œuvrer en faveur du changement. Du fait de la localisation du pouvoir dans sa capitale, il y a ensuite un rôle évident de redistribution, d'administration et de régulation des richesses qui place la ville sur le devant de la scène politique. Au Kenya par exemple, deux tiers des fonctionnaires sont à Nairobi. La capitale est le siège du parlement, de la présidence, des ministères, du principal aéroport international d'Afrique de l'Est, des ambassades, de deux organismes onusiens (Habitat et le Programme des Nations unies pour l'environnement) et de la plupart des unités militaires, hormis l'aviation à Nanyuki et la marine à Mombasa. Nairobi compte 28 % des emplois salariés au niveau national et 53 % de ceux en milieu urbain ; en 1980, les salaires y sont quatre fois supérieurs à ceux de Mombassa et six fois supérieurs à ceux pratiqués dans les quatre villes qui suivent dans la hiérarchie urbaine [Dogan, 1988 : I, 302]. La cité, du fait de ses ressources, donne quelque consistance au pouvoir local, alors qu'en milieu rural la périphérie a tout à attendre du centre [Bourmaud, 1988 : 236-237]…

Lagos, fief de l'opposition

Agglomération la plus peuplée de l'Afrique subsaharienne, Lagos est caractéristique de ce double mouvement qui tout à la fois façonne les élites démocratiques et focalise les ressources du champ politique. Point d'appui de la pénétration britannique en pays yoruba, Lagos est annexée en 1861 et devient chef-lieu de colonie en 1886 tandis que Calabar est la capitale du protectorat des Oil Rivers constitué en 1893 dans le delta du Niger. En 1906, les deux territoires fusionnent et Lagos reste la seule capitale. La construction du chemin de fer en 1895 et la modernisation des jetées du port en 1914 posent les bases de sa puissance économique.

Son élite, éduquée plus tôt que dans le reste du pays, va alors être à l'avant-garde du combat contre le colonisateur puis pour l'indépendance. Dès 1889, les habitants entrent en conflit avec les Britanniques, qui veulent introduire un gouvernement municipal et lever un impôt sur le revenu. En 1895, 5 000 manifestants défilent devant la maison du gouverneur [*Lagos Weekly Record*, 10 août 1895, 31 juillet 1897]. L'agitation se poursuit en 1908 et 1917, cette fois contre une fiscalité censée financer un éclairage public et un réseau d'eau courante. En 1920, des Noirs élus entrent au conseil municipal, une première dans l'Afrique anglaise. Basé à Lagos, le National Democratic Party de Herbert Macaulay en profite pour développer un courant nationaliste et ses idées sont reprises par le Nigerian Youth Movement des étudiants du collège de Yaba dans les années trente [Ajayi, 1965 ; Ayandele, 1974 ; Cole, 1975 ; Echeruo, 1977 ; Mann, 1985].

Après l'indépendance, la turbulente Lagos continue de défendre ses particularités et vote systématiquement pour l'opposition lors des régimes civils que connaît le pays : l'Action Group en 1962, l'UPN (Unity Party of Nigeria) en 1979, le SDP (Social Democratic Party) en 1993 et l'AD (Alliance for Democracy) en 1999, qui sont tous des partis à dominante yoruba. Malgré le transfert de capitale à Abuja, la ville demeure le principal centre de décision et de contestation au Nigeria. Elle

révèle plusieurs lignes de division sur lesquelles viennent se greffer les alignements politiques. Il y a celles qui opposent les Yoruba entre eux : autochtones et migrants, musulmans illettrés et chrétiens éduqués. Il y a aussi celles qui opposent les Yoruba aux autres groupes ethniques, notamment les Ibo. Il y a, enfin, une ville d'opposition au régime militaire, une ville habituée à contester, une capitale déchue justement parce que son caractère explosif inquiétait le pouvoir.

La presse, en particulier, n'est pas tendre à l'égard des dirigeants. Le premier journal de Lagos, l'*Anglo-African* de Robert Campbell, date de 1863. C'est encore dans cette ville qu'apparaissent les premières radios et télévisions privées, telles Ray Power et DBN, qui concurrencent la télévision de l'État de Lagos et les chaînes fédérales Cinq, Sept, Huit et Dix. Déjà le lancement d'une télévision d'État à Lagos par un gouverneur de l'opposition en 1980 avait provoqué une crise politique avec la Nigerian Television Authority au niveau fédéral, qui était tenue par le parti au pouvoir…

Principale ville industrielle du pays, Lagos est par ailleurs un fief du prolétariat, ou de ce qu'il en reste avec la montée en puissance de l'économie informelle. Dès 1897 éclate une grève de dockers qui paralyse le port pendant trois jours [Hopkins, 1966]. La première grève générale du Nigeria, du 21 juin au 4 août 1945, débute à Lagos deux semaines après la libération de Michael Imoudu, un vétéran du syndicalisme [Oyemakinde, 1975; Oluwide, 1993]. Elle commence dans la bonne humeur par une manifestation des conducteurs de locomotives sur le terrain de jeux d'Oko Awo avec force coups de sifflets, chants de guerre et sacrifices de béliers. En période d'inflation et de relâchement du contrôle des prix après-guerre, la revendication porte sur le rattrapage des salaires, dit « cola » (*cost of living allowance*). Les négociations ne démarrent qu'après la reprise du travail. Un an après, la commission d'enquête menée par William Tudor Davies augmente l'indexation « cola » de 50 %, avec effet rétroactif à partir du 1er août 1945.

Les deux grèves générales de 1963 et 1964, qui convergent encore sur Lagos, sont plus décevantes. L'inflation annihile les gains des salariés. En 1964, les seuls incidents à déplorer dans le pays sont avec la police sur le Carter Bridge à Lagos [Melson, 1970 : 784]. Les chômeurs sont parfois de la partie. En 1963, ils provoquent une petite émeute en jetant des pierres sur les bureaux de l'agence d'emploi, le Lagos Employment Exchange, qu'ils accusent de favoritisme ethnique [Gutkind, 1968 : 377-378]. Avec les grèves Adebo de 1971, certains croient même observer un début d'alignement de classe à Ikeja, la zone industrielle développée dans les années cinquante et soixante; mais de nombreux conflits d'intérêts désorganisent les demandes d'indexation des salaires sur le coût de la vie « cola » [Peace, 1974, 1975].

Lagos est en effet traversée par des clivages dont le caractère est plus nettement ethnique. Beaucoup de quartiers portent ainsi des noms en rapport avec l'origine de leurs habitants. Il y a Abule Egba, Bada et Shomolu pour les Egba, Abule Ijesha et Ijeshatedo pour les Ijesha, Alausa et Sabo pour les Haoussa, Ara-Oloya pour le clan Oya, Epetedo pour les Ijebu d'Epe, Iganmu et Isolo pour leurs homonymes respectifs, Ikoyi pour les Oyo, Ishaga pour les Egbado, Ketu pour les métis egba et awori, Lafiaji et Oshodi en souvenir des Noupé, Ikeja pour les Awori d'Ifé, Mende par référence à la tribu du même nom en Sierra Leone, Ondotedo pour les

Ondo, Salegangan pour les Igangan, Tarkwa Bay pour les pêcheurs du Ghana, etc. D'autres portent des noms de chefferies comme Ifako, Ijora, Obalende, Obanikoro, Onitire et Oto.

Le noyau historique de l'agglomération, Lagos Island, a en fait débordé sur le continent en absorbant les communautés autochtones du clan yoruba des Awori. La chefferie Oloto, par exemple, régnait sur les villages d'Olaleye et Iponri, respectivement fondés vers 1830 et 1878. En 1891, elle a vendu le site de Makoko à un certain Adamo Manue dont les héritiers, la famille Olaiya, ont ensuite géré les terrains abritant aujourd'hui un bidonville de pêcheurs face au Third Mainland Bridge. Mais c'est d'abord dans le centre-ville qu'on a assisté à un début d'enracinement urbain. On a notamment calculé que 38 % de la population des quartiers traditionnels de Lagos Island était née sur place : 88 % des propriétaires et 17 % des locataires [Marris, 1961 : 24]. Les propriétaires y avaient plus de réseaux de parenté en ville que les locataires ; venus du Nord du Nigeria, les Haoussa, en revanche, étaient particulièrement mal intégrés car ils ne parlaient ni anglais ni yoruba.

Le reste de l'agglomération est sinon habité aux deux tiers par des locataires et ceux-ci conservent des liens serrés avec la campagne [3]. Un rapport des Nations unies en 1964 établissait déjà que pour chaque enfant né à Lagos, trois venaient de la campagne ou d'autres villes du Nigeria. Certes, l'amélioration des soins de santé et l'allongement de l'espérance de vie en ville ne sont pas non plus pour rien dans cette explosion démographique ; selon des sources plus ou moins contradictoires, les taux de mortalité seraient même tombés de 13,2 à 7,5 pour 1 000 habitants entre 1940 et 1971 [McNulty, 1988 : 226 ; Kœnigsberger, 1964 ; Sada, 1975 : 82 ; Mabogunje, 1968 : 257-259]. L'essentiel de la croissance urbaine ne provient pas moins des apports de la campagne.

Le plus gros du contingent est arrivé du pays yoruba, suivi par les Ibo. Les migrants se sont surtout installés à la périphérie en dépit de l'absence de services publics. À l'échelle d'une banlieue comme Mushin, ils ont acquis la moitié des terres des autochtones awori en 1940, un seuil que Lagos Island avait atteint dès 1910 [Barnes, 1986 : 52]. Ajegunle est même devenu un des quartiers les plus hétérogènes de Lagos, les Yoruba n'y comptant que pour moins d'un tiers des habitants alors qu'ils constituaient par ailleurs à peu près 85 % de la population de la ville [Peil, 1981 : 26]. Initialement composé de deux villages, Alayabiagba et Onibaba, Ajegunle a accueilli les Ibo restés à Lagos pendant la guerre du Biafra à la fin des années soixante. Ils s'y sont installés parce que les terrains étaient encore disponibles, qu'ils avaient le sentiment d'être rejetés de la ville et qu'Ajegunle se trouvait à l'époque en dehors des frontières municipales.

Pour autant, le phénomène de ghetto n'existe pas et le cosmopolitisme prévaut. En effet, les propriétaires préfèrent louer leur maison à des personnes qui ne sont pas de leur groupe ethnique, ceci pour échapper à la pression de la famille élargie et assurer la régularité du versement des loyers [Peil, 1991 : 150]. Ainsi, les conflits

---

3 En 1978, jusqu'à 74 % des maisons sont louées. Cf. Human Resources Research Unit [1974], *Some Aspects of Population and Housing Conditions in Lagos*, Lagos, University of Lagos Press. Voir aussi Marris [1961 : 27] ; Barnes [1979].

communautaires n'opposent pas tant des quartiers que des réseaux de patronage qui se disputent l'accès aux ressources et au pouvoir au niveau de la municipalité comme de la région. Les revendications portent aussi bien sur la redistribution des richesses à l'intérieur du groupe que sur la défense des privilèges d'une cité-État vis-à-vis du reste du pays.

Les premiers occupants de la ville connaissent une évolution caractéristique de ce double combat. La plupart sont musulmans et ils marquent la ville de leur empreinte avec des constructions comme la mosquée Shitta, qui date de 1891, et la mosquée centrale, qui a été édifiée en 1913 puis remplacée en 1988 par un bâtiment plus monumental mais moins pittoresque. Majoritaires au début du siècle, ces Yoruba s'offrent le luxe d'être divisés en factions adverses : le parti Lemomu de chef imam Ibrahim « Buraimo », plutôt favorable aux Anglais; le parti Jamat d'Adamu Animashaun, plus populiste; et la secte Ahmaddiyya, d'inspiration « moderne » [Danmole, 1987]. Le problème vient de ce que l'imam Ibrahim approuve en 1916 l'introduction d'un impôt spécial pour financer des adductions d'eau. Il s'oppose en cela aux partisans d'Adamu Animashaun, les *ilu*. Ceux-ci donnent une nouvelle dimension au conflit car ils bénéficient du soutien de la royauté yoruba à Lagos en la personne de l'*oba* Esugbayi Eleko, qui n'est pas lui-même musulman mais qui est au pouvoir depuis 1901 et qui incarne la continuité de la dynastie des Dosumu depuis 1853.

La dispute dégénère en batailles de rues et la mort de l'imam Ibrahim en 1923 provoque une guerre de succession pour le contrôle de la mosquée centrale, que remporte à la majorité le candidat du parti Jamat, un certain Ligali. Deux ans après, le parti Lemomu, appuyé par les Britanniques, obtient la déportation de l'*oba* Esugbayi, qui revient sur le trône en 1931, le temps d'une année, après avoir gagné son procès contre les autorités coloniales. Entre temps, d'autres factions se disputent le contrôle de la mosquée Aroloya et les Ahmadiyya en viennent aux mains contre les musulmans traditionalistes sur Balogun Square en 1922. La réconciliation des partis Lemomu et Jamat ne se fait qu'en 1947.

Mais à cette date, les musulmans de Lagos sont en passe de devenir minoritaires dans leur propre ville et il leur faut désormais réorienter leurs préoccupations. En effet, les premiers occupants de la ville ne représentent plus que 25 % de l'agglomération en 1963, contre 44 % en 1931 et 80 % en 1911. Du point de vue confessionnel, 38 % des habitants se disent par exemple musulmans en 1977, seulement 2 % se revendiquent d'une religion traditionnelle et 60 % s'affichent chrétiens, à raison de 20 % chacun pour les églises locales, les catholiques et les protestants anglicans ou méthodistes [Economic Commission of Africa, 1980]. Cette mise en minorité des autochtones de Lagos Island témoigne surtout de la formidable poussée des banlieues populaires sur le continent. Dans les années trente, les nouveaux migrants viennent pour plus de la moitié des provinces yoruba d'Abéokuta et d'Oyo. Vers 1950, la part du clan des Ijebu monte à 23 %, soit 6 % de la population de leur province, beaucoup plus que chez les autres Yoruba [Mabogunje, 1968 : 262-263].

Ceci n'est pas sans conséquences politiques. À la tête de l'Action Group qui contrôle la municipalité de Lagos à partir de 1953, Obafemi Awolowo est lui-même un Ijebu. Or il refuse d'admettre que Lagos ne soit pas gouvernée par la région

Ouest, son fief. Il fait appel au sentiment panyoruba, un mauvais calcul sachant la diversité du peuplement de la ville. Les autochtones n'ont aucune raison de pencher en faveur des Ijebu et ne veulent pas perdre les privilèges de cité-État que leur avaient accordés les Britanniques. Un Parti uni des musulmans, une Association aborigène et un Mouvement de l'État de Lagos demandent plutôt l'autonomie à la commission Willink qui enquête en 1958 sur le sort des minorités [4].

Opposé à l'Action Group et favorable à la création d'un État pour Lagos, le NCNC (National Council for Nigeria and the Cameroons) en profite pour remporter les élections municipales de 1959 [Baker, 1974 : 125]. Élu député à Lagos en 1951, son président, Nnamdi Azikiwe, en avait fait une affaire personnelle depuis que la capitale avait été absorbée par la région Ouest cette année-là et qu'il s'était retrouvé dans l'opposition à la chambre régionale d'Ibadan, ce qui l'avait empêché de se présenter aux élections fédérales. Lors des discussions constitutionnelles de 1953, son parti s'était allié au Northern People's Congress d'Ahmadu Bello, qui voulait garantir un accès à la mer pour la région Nord. Ils avaient obtenu que Lagos devienne un territoire fédéral. L'Action Group avait répliqué en proposant d'établir la capitale à Kafanchan, dans le Nord, et en s'engageant à financer la construction des nouveaux bâtiments administratifs sur place. L'intention d'Awolowo était de récupérer Lagos dans le giron d'Ibadan car les revenus fiscaux de la ville avaient apporté un gain de 9 % au budget de la région Ouest [Adebayo, 1987 : 308 *sq.*].

La dualité administrative entre capitale fédérale et région s'accompagne ainsi d'une opposition politique et d'un clivage entre ville et banlieue, ce qui ne favorise pas un développement urbain harmonieux. Dès 1927, les Britanniques avaient séparé l'administration de la municipalité de celle du district de Lagos, déménagée à Ikeja pour améliorer la levée de l'impôt et isoler le centre-ville des banlieues infestées de gangs. Jusque dans les années cinquante, l'autorité municipale s'arrête aux limites du territoire fédéral. La périphérie se développe de façon anarchique. La région Ouest, tenue par l'Action Group, achète des terrains autour de l'agglomération afin d'empêcher l'extension de la juridiction fédérale puis de l'État de Lagos : d'abord Ajegunle, Bariga, Badiya et Orile-Iganmu en 1958, puis Ojota et Ketu en 1969. Ces territoires ne sont pas soumis à des réglementations aussi strictes que du côté fédéral et permettent la prolifération de bidonvilles [Williams, 1968 : 67 ; Barnes, 1986 : 36 *sq.* ; Abiodun, 1974 ; Omotola, 1991 : 394].

C'est en 1967 que l'État de Lagos nouvellement créé prend le contrôle de l'ensemble de l'agglomération et met fin aux dissensions entre le Lagos Executive Development Board de la municipalité et la Western Nigeria Housing Corporation de la région Ouest. Les prises de position irrédentistes ne cessent pas pour autant, alors que le premier gouverneur de l'État est un militaire natif de la ville (tableau ci-contre). Les Awori d'Igbesa, minorité de l'État d'Ogun juste au nord, se plai-

4 En 1962, ces groupes de pression se réunissent au sein d'un Conseil de défense des droits des citoyens de Lagos, l'Egbe Eko Parapo, de chef T.A. Doherty. Cf. Awa [1964] : 55-6 ; *Cités africaines* [1986], 4, dossier Lagos : 27-32.

gnent par exemple d'être « pris en sandwich entre les Egba et les Egbado » et réclament leur rattachement à Lagos [5]. En vain, puisque la frontière n'est pas rectifiée pendant la IIe République malgré la bonne volonté du gouverneur d'Ogun, qui appartient à l'UPN héritier de l'Action Group.

Entre 1979 et 1983, l'État de Lagos est encore une fois aux mains de l'opposition. Il est dirigé par El Hadj Lateef Kayode Jakande. Surnommé *the Action Governor*, celui-ci a de longue date défendu la cause d'un État propre à Lagos [Jakande, 1962]. Emprisonné de 1962 à 1966 pendant la crise de l'Action Group, puis brièvement en 1967 à cause de sa position sur la guerre du Biafra, cet ancien journaliste est un ténor de l'UPN suffisamment populaire pour être reconduit dans ses fonctions en août 1983 avec plus de 90 % des voix. Sa forte personnalité continue d'ailleurs de marquer la scène nationale et survit au régime militaire du général Mohammed Buhari. Remis en prison avec l'ensemble du personnel de la IIe République début 1984, il est en effet libéré vingt mois plus tard et lavé des accusations de corruption. Il devient ministre du Logement dans le premier gouvernement formé par le général Sani Abacha fin 1993.

Pendant la IIIe République, Lagos vote en toute logique pour le SDP aux élections locales de 1990 et pour son candidat Moshood Abiola à la présidentielle de 1993. À tort ou à raison, le SDP est perçu comme un parti yoruba face à son rival « nordiste » de la NRC (National Republican Convention). Si Lagos accorde paradoxalement ses faveurs à un gouverneur NRC en 1992, c'est à cause des divisions du SDP entre Femi Agbalajobi et Dapo Sarumi, ce dernier ayant réussi à faire annuler l'élection de son rival. Il est vrai aussi que le SDP n'évoque guère plus les

Les gouverneurs de l'État de Lagos

Années de service	Gouverneur
1967-1975	Brigadier Mobolaji Johnson *
1975-1977	Rear Admiral Adekunle Lawal
1977-1978	Rear Admiral Ndubuisi Kanu
1978-1979	Commodore Ebitu Ukiwe
1979-1983	Lateef Kayode Jakande (UPN) * + **
1984-1986	Air Commodore Gbolahan Mudashru *
1986-1988	Commodore Okhai Mike Akhigbe
1988-1991	Brigadier Raji Alagbe Rasaki
1992-1993	Michael Agbolade Otedola (NRC) * + **
1993-1996	Lieutenant-Colonel Olagunsoye Oyinlola
1996-1999	Colonel Mohammed Buba Marwa
1999-…	Bola Tinubu (AD) * + **

* Originaire de l'État.
** Civil.

5 *Daily Times*, Lagos, 18 juillet 1982 : 3; 19 septembre 1982 : 6; 9 février 1983 : 35; *Punch*, Lagos, 25 juillet 1982 : 16, cités in Cukwurah [1991] : 79-81.

positions progressistes de l'Action Group à l'indépendance ou de l'UPN en 1979. L'heure est au désenchantement, à la désillusion. Les luttes partisanes, encadrées par les militaires, ne sont porteuses d'aucun projet d'ensemble pour la ville, d'aucune idéologie de rechange à l'échelle de la région ou de la nation. Les attentions se détournent des promesses trompeuses des politiciens et se focalisent sur des problèmes très terre-à-terre, payer le loyer, négocier à bon prix le litre de kérosène pour alimenter le réchaud de sa cuisine, boucler la fin du mois, trouver des sources de revenus complémentaires, assurer la scolarité des enfants, éviter les embouteillages, ne pas se faire dépouiller dans la rue par des *area boys*, ces voyous qui carburent aux drogues dures…

Aussi ne faut-il pas s'étonner que les luttes politiques prennent un tour violent et apparaissent désorganisées. À la suite de l'annulation des élections du 12 juin 1993 par le général Ibrahim Babangida, les manifestations du 5 juillet font entre 17 et… 118 morts, victimes de la police et de l'armée. En novembre 1993, la grève générale contre la hausse des prix du carburant s'accompagne de pillages et provoque par contrecoup la chute du gouvernement intérimaire d'Ernest Shonekan. Avec les grèves de l'été 1994, Lagos semble d'autant plus être une ville d'opposition qu'Abiola, le président élu et en prison, est lui-même un Yoruba. La mort d'Abiola en juillet 1998 donne d'ailleurs lieu à de nouveaux troubles.

Les élections de janvier 1999 sont alors l'occasion de démontrer la nature quasi cyclique du jeu politique dans l'État de Lagos, qui est remporté par l'AD, un parti d'opposition à dominante yoruba. La répétition est aussi l'occasion de confirmer la combativité de la capitale déchue du Nigeria, pour le meilleur comme pour le pire, et par là même le rôle particulier de la ville à la pointe du changement…

Bibliographie

Abiodun J.O. [1974], « Urban Growth and Problems in Metropolitan Lagos », *Urban Studies*, 11 : 341-7.

Adebayo A.G. [1987], « Lagos : the Choice and Position of a Federal Capital », in Adefuye.

Adefuye A., Osuntokun J., Agiri B. (éd.) [1987], *A History of the Peoples of Lagos State*, Lagos, Lantern Books-Literamed, 378 p.

Ajayi J.F.A. [1965], *Christian Missions in Nigeria, 1841-1891. The Making of a New Elite*, Londres, Longmans.

Allardt E. [1971], « Émile Durkheim et la sociologie politique », in P. Birnbaum, F. Chazel, *Sociologie politique*, Paris, Armand Colin, 1 : 15-37.

Awa E. [1964], *Federal Government in Nigeria*, Berkeley, University of California Press.

Ayandele E.A. [1974], *The Educated Elite in Nigerian Society*, Ibadan, Ibadan University Press, 177 p.

Baker P.H. [1974], *Urbanization and Political Change. The Politics of Lagos, 1917-67*, Berkeley, University of California Press.

Barnes S.T. [1986], *Patrons and Power : Creating a Political Community in Metropolitan Lagos*, Bloomington, Indiana University Press, 261 p.

Barnes S.T. [1979], « Migration and Land Acquisition : the New Landowners of Lagos », *African Urban Studies*, 4 : 59-70.

Bayart J.-F. [1989], *L'État en Afrique*, Paris, Fayard, 438 p.

Bayart J.-F., Mbembe A., Toulabor C. [1992], *Le Politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 268 p.

BERNUS S. [1969], *Particularismes ethniques en milieu urbain : l'exemple de Niamey*, université de Paris, Institut d'ethnologie.

BERTRAND M. [1992], « Un an de transition politique au Mali : de la révolte à la IIIe République », *Politique africaine*, 47 : 9-22.

BOURMAUD D. [1988], *Histoire politique du Kenya*, Paris, Karthala, 326 p.

BOUTET R. [n.d.], *Les Trois Glorieuses ou la Chute de Foulbert Youlou*, Paris, L'Harmattan, 190 p.

CHRÉTIEN J.-P. [1991], « Les racines de la violence contemporaine en Afrique », *Politique africaine*, 42 : 15-27.

COHEN M.A. [janvier 1974], « Urban Policy and the Decline of the Machine : Cross-Ethnic Politics in the Ivory Coast », *Journal of Developing Areas*, 8 (2) : 227-33.

COLE P.D. [1975], *Modern and Traditional Elites in the Politics of Lagos*, Cambridge, Cambridge University Press.

COOPER F. [1987], *On the African Waterfront. Urban Disorder and the Transformation of Work in Colonial Mombassa*, New Haven, Yale University Press, 290 p.

CRISP J. [1979], « Union Atrophy and Worker Revolt : Labour Protest at Tarkwa Goldfields, Ghana, 1968-1969 », *Canadian Journal of African Studies*, 13 (1-2) : 265-94.

CUKWURAH A.O. [1991], *Management of Inter-State Boundaries and Borderlands in Nigeria*, Uyo, University of Cross River State, 138 p.

DANMOLE H.O. [1987], « The Crisis of the Lagos Muslim Community, 1915-1947 », in Adefuye : 290-305.

DIOP M.C., DIOUF M. [1990], *Le Sénégal sous Abdou Diouf. État et société*, Paris, Karthala.

DOGAN M., KASARDA J.D. [1988], *The Metropolis Era*, Newbury Park, Californie, Sage, 2 vol., 394 & 322 p.

ECHERUO M.J.C. [1977], *Victorian Lagos*, Londres, Macmillan, 124 p.

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA [1980], *Report on Demographic Survey of Households, Housing and Living Conditions in Lagos*, Addis Abeba, ONU.

FAVRE P. [1990], *La Manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 391 p.

GAULME F. [1991], « Le Gabon à la recherche d'un nouvel ethos politique et social », *Politique africaine*, 43.

GIBBAL J.-M. [1974], *Citadins et Paysans dans la ville africaine : l'exemple d'Abidjan*, Paris, Maspero & Presses universitaires de Grenoble, 398 p.

GORDON M. [1964], *Assimilation in American Life*, New York, Oxford University Press.

GOUELLAIN R. [1975], *Douala, ville et histoire*, Paris, Musée de l'homme, 402 p.

GUTKIND P.C.W. [1968], *The Poor in Urban Africa. A Prologue to Modernization, Conflict and the Unfinished Revolution*, in W. Bloomberg, H.J. Schmandt (éd.), *Power, Poverty and Urban Policy*, Beverly Hills, Urban Affairs Annual Reviews, 2, Sage Publications : 355-96.

HOBSBAWM E.J. [1966], *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard.

HOPKINS A.G. [1966], « The Lagos General Strike of 1897 », *Past and Present*, 35 : 133-55.

ILIFFE J. [1987], *The African Poor, a History*, Cambridge, Cambridge University Press.

JAKANDE L.K. [1962], *The Case for Lagos State*, Lagos, John West Publications.

JEFFRIES R.D. [1975], « Populist Tendencies in the Ghanian Trade Union Movement », in Sandbrook.

JEFFRIES R.D. [1978], *Class, Power and Ideology in Ghana : the Railwaymen of Sekondi*, Cambridge, Cambridge University Press, 244 p.

JOSEPH R. [1977], *Radical Nationalism in Cameroun. Social Origins of the UPC Rebellion*, Oxford, Clarendon Press, 383 p.

KERSHAW G. [1972], *The Land is the People : a Study of Kikuyu Social Organization in Historical Perspective*, University of Chicago, Ph.D. thesis.

KŒNIGSBERGER O. [1964], *Metropolitan Lagos*, New York, report prepared for the Government of Nigeria under the United Nations Programme for technical assistance.

LONSDALE J., BERMAN B. [1992], *Unhappy Valley : Conflict in Kenya and Africa*, Londres, Currey, 504 p.

MABOGUNJE A.L. [1968], *Urbanization in Nigeria*, Londres, University of London Press.
MACNULTY M.L., ADALEMO I.A. [1988], « Lagos », in Dogan, 2 : 212-34.
MANN K. [1985], *Marrying Well : Marriage, Status and Social Change among the Educated Elite in Colonial Lagos*, Cambridge, Cambridge University Press, 194 p.
MARRIS P. [1961], *Family and Social Change in an African City. A Study of Rehousing in Lagos*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 180 p.
MARX G. [1974], « Thoughts on a Neglected Category of Social Movement Participant : the *Agent Provocateur* and the Informant », *American Journal of Sociology*, 80 : 402-29.
MBEMBE A. [1990], « Pouvoir, violence et accumulation », *Politique africaine*, 39 : 7-24.
MBEMBE A. [1985], *Les Jeunes et l'Ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 247 p.
MELSON R. [1970], « Nigerian Politics and the General Strike of 1964 », in R.I. Rotberg, A.A. Mazrui (éd.), *Protest and Power in Black Africa*, New York, Oxford University Press.
NELSON J.M. [1979], *Access to Power. Politics and the Urban Poor in Developping Nations*, New Jersey, Princeton University Press.
OLUWIDE B. [1993], *Imoudu, a Biography*, Ibadan, Ororo, 592 p.
OMOTOLA J.A. [1991], « Planning Law in Nigeria », *Third World Planning Review*, 13 (4) : 381-98.
OYEMAKINDE W. [1975], « The Nigerian General Strike of 1945 », *Journal of the Historical Society of Nigeria*, 7 (4) : 673-92.
PEACE A. [1974], « Industrial Protest at Ikeja, Nigeria », in E.J. de Katd, G. Williams (éd.), *Sociology and Development*, Londres, Tavistock : 141-67.
PEACE A. [1975], « The Lagos Proletariat : Labour Aristocrats or Populist Militants ? », in Sandbrook : 281-302.
PEIL M. [1991], *Lagos : the City is the People*, Londres, Belhaven Press.
PEIL M. [1981], *Cities and Suburbs : Urban Life in West Africa*, New York, Africana Publishing Co., 322 p.
PRUNIER G. [1991], « Violence et pouvoir en Afrique », *Politique africaine*, 42 : 9-14.
ROSS M. [1972], *Class and Ethnic Bases of Political Mobilization in African Cities*, Washington, paper presented at the annual meeting of the American Political Science Association.
SADA P.O., ADEFOLALU A.A. [1975], « Urbanization and Problems of Urban Development », in A.B. Aderibigbe (éd.), *Lagos : the Development of an African City*, Lagos, Longman.
SANDBROOK R., ARN J. (éd.) [1982], *The Politics of Basic Needs Urban Aspects of Assaulting Poverty in Africa*, Londres, Heinemann, 250 p.
SANDBROOK R., COHEN R. (éd.) [1975], *The Development of an African Working Class : Studies in Class Formation and Action*, Londres, Longman & University of Toronto Press.
SESAY A. [1982], « Le coup d'État du Libéria : facteurs internes et effets régionaux », *Politique africaine*, 7 : 91-106.
SKINNER E.P. [1974], *African Urban Life : the Transformation of Ouagadougou*, New Jersey, Princeton University Press, 487 p.
STEDMAN Jones G. [1971], *Outcast Londo : a Study in the Relationship between Classes in Victorian Society*, Oxford, Clarendon Press.
STREN R.E. [1970], « Factional Politics and Central Control in Mombasa, 1960-69 », *Canadian Journal of African studies*, 4 (1) : 33-56.
TARTAKOWSKY D. [1990], « La province sans Paris ou la province contre Paris ? », in Favre : 156-177.
TILLY C. [1986], *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 622 p.
TÖNNIES F. [1944], *Communauté et Société*, Paris, Puf.
WILLIAMS B.A., WALSH A.H. [1968], *Urban Government for Metropolitan Lagos*, New York, Frederick A. Praeger, 183 p.
ZOLBERG A. [1964], *One Party Government in the Ivory Coast*, New Jersey, Princeton University Press.